

CAMIVERT

UN CAUCHEMAR RÉCURRENT

Une plantation géante de palmier à huile violant les droits des communautés au Cameroun, sémences made in France



GREENPEACE



Green
Development
Advocates
For a Green Congo Basin

Sommaire

Camvert	3
Qui est Aboubakar al Fatih?	7
Violation des droits des communautés par Camvert	11
Témoignages des populations autochtones et locales	15
Zoom sur les positions des communautés	19
Recommandations	20
Références	24
Annexes	26

Abréviations

BOISCAM: Bois du Cameroun

CAMVERT: Cameroun Vert S.A

CEMCO: Cameroon Emergence Corporation

CEO: Chief Executive Officer

CERD: Committee on the Elimination of Racial Discrimination

CIRAD: Centre de Coopération Internationale en Recherche

CPDM: Cameroon People's Democratic Movement

CRTV: Cameroon Radio Television

ESIA: Environmental and Social Impact Assessment

EU: European Union

FMU: Forest Management Unit

GDA: Green Development Advocate

GICACA: Groupement d'Initiative Commune des Agriculteurs du Canton Akak

HEVECAM: Hévéa Cameroun

HIMO: High-intensity Labor

LTR: Land Tenure Reform

LUP: Land Use Planning

NGO: Non-Governmental Organisation

NTFPs: Non-Timber Forest Products

SCIEB: Société camerounaise d'industrie et d'exploitation du bois

SOCFIN: Société Financière des Caoutchoucs

SUDCAM: Sud Cameroun Hévéa

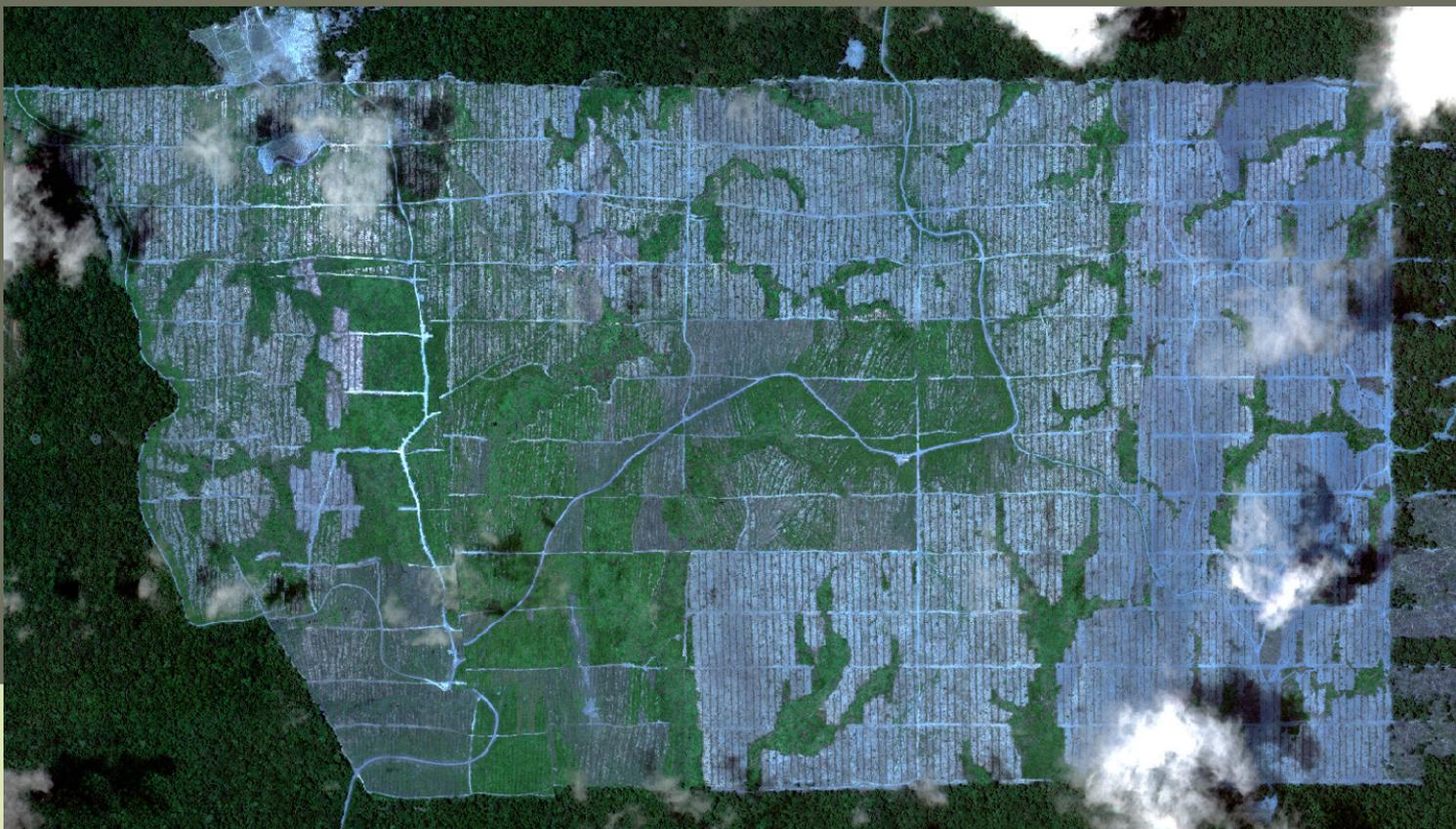
TBC: Tawfiq Business Company

UAE: United Arab Emirates

UN: United Nation

UNESCO: United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization

Camvert



2019 défrichement lié au projet Camvert © 2021 Planet Labs Inc. 

Un massacre au bulldozer de la forêt est en cours dans la Région du Sud, fief du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC), parti au pouvoir du président Paul Biya. Un massacre qui en rappelle un autre.

Entre 2011 et 2019, Sud Cameroun Hévéa (Sudcam) a rasé plus de 11 600 hectares de forêt vierge à un jet de pierre du village natal du président, Mvomeka, pour y créer une gigantesque plantation d'hévéas au bord de la réserve de faune du Dja, inscrite au patrimoine mondial de l'UNESCO. Greenpeace Afrique a collecté plusieurs preuves attestant de l'existence de liens avec la famille Biya¹.

Plus récemment, il y a environ deux ans, dans le département de l'Océan, la société Cameroun Vert (Camvert) a commencé à raser 1 700 ha de terres situées à proximité du parc national de Campo-Ma'an, dont la biodiversité est exceptionnelle, pour créer à terme une plantation de 60 000 hectares de palmiers à huile². Le patron camerounais de Camvert, Aboubakar al Fatih, est un exploitant forestier, minier et agricole... mais aussi un membre fervent du comité central du parti du président, le RDPC³. D'après les membres des communautés que nous avons rencontrés en janvier, septembre et novembre 2021, ainsi que d'autres sources, Camvert est lié à la famille du président⁴.

Si Sudcam avait conduit à l'expulsion des communautés autochtones Baka de leurs terres ancestrales, Camvert s'affaire aujourd'hui à "acheter" les communautés autochtones Bagyeli - mais aussi de nombreux villages bantous⁵. Il essaie ainsi d'acheter les Bagyeli avec des sacs de riz, des bouteilles d'huile de palme, du savon, des tomates en boîte et de l'argent⁶.

En octobre 2020, un mois après le début de l'épépinage, plusieurs communautés Bagyeli ont déposé plainte auprès du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale des Nations unies (CERD) : selon elles, le déclassement

illégal de la concession forestière remplacée par la plantation Camvert « n'a pas respecté ni protégé les droits des populations autochtones Bagyeli sur leurs ressources naturelles, leurs terres et leurs territoires coutumiers, et il repose sur une non-reconnaissance discriminative de la propriété foncière et de l'usage des terres coutumières des populations autochtones. »⁷

Lors de missions que nous avons menées cette année dans une dizaine de villages Bagyeli et bantous, nous avons constaté une forte opposition des populations à cette plantation. Les communautés Bagyeli que nous avons rencontrées y étaient toutes opposées.

Elles rapportent que Camvert mène dans cette région une politique coloniale de pouvoir et de division. Les conflits et la méfiance entre les communautés et les chefs traditionnels sont devenus la norme. Au moins 13 chefs ont remis à la société quelque 1 620 hectares de terres communautaires - destinées à l'établissement de « plantations communautaires ». ⁸ À noter que lors de ses réunions de « consultation », Camvert verse aux chefs jusqu'à 40 000 FCFA par jour de réunion. ⁹

Pour créer sa plantation, Sudcam avait reçu l'aide de son grand ami, le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD). En 2014, cet organisme financé par l'argent du contribuable français a signé un accord de « collaboration à long terme » avec ce qui était alors la maison mère de Sudcam, dans le but de « maximiser la productivité et les rendements ». ¹⁰ Le partenariat a pris fin début 2017.

Imaginez qui fournit les semences de Camvert? PalmElit, une organisation à but lucratif détenue par le CIRAD et l'entreprise française Avril, leader européen des biocarburants. En 2018, Greenpeace France a dénoncé le « quasi-monopole » qu'Avril avait exercé sur le secteur entre 2005 et 2012, ainsi que ses liens étroits



Expedition des semences PalmElit à Camvert, 2021

avec le ministère français de l'Agriculture et le lobby agro-industriel. Greenpeace a également pointé du doigt les avantages fiscaux et les aides de l'UE dont jouissait Avril.¹¹

Le CIRAD joue un rôle important dans le grand mythe de « gestion durable des forêts » que la France exporte à travers toute l'Afrique centrale¹². Trois experts du CIRAD se sont récemment exprimés lors de grands événements de greenwashing sur les forêts africaines organisés par la ville de Paris et le journal Le Monde – et financé par les contribuables et les principaux pollueurs français¹³. Tous les intervenants du CIRAD ont parlé à loisir de l'importance des forêts pour la biodiversité et le climat. Mais aucun d'entre eux n'a évoqué les profits qu'enregistre leur employeur en contribuant à la déforestation du Sud du Cameroun, sur des terres spoliées aux populations autochtones dans le cadre du projet Camvert¹⁴.

En plus du CIRAD, les semences PalmElit de Camvert portent la marque de la Société Financière des Caoutchoucs (SOCFIN), une holding basée à Luxembourg. Les filiales de

l'entreprise au Cameroun et ailleurs ont été massivement critiquées pour leurs impacts négatifs sur les communautés locales¹⁵.

À l'instar de Sudcam, qui faisait fi du droit foncier camerounais¹⁶, en 2019, Camvert a rasé des forêts entières en l'absence de décret l'autorisant à le faire. Quelques mois plus tôt, il avait obtenu un accès à cette zone à travers un déclassement illégal de l'Unité forestière d'aménagement (UFA) 09-025 sur ordre du Premier ministre¹⁷. En décembre 2020, Greenpeace Afrique et l'ONG camerounaise Green Development Advocates ont demandé une enquête sur l'autorisation, donnée par le Ministère des Domaines, du cadastre et des affaires foncières, de raser une zone initiale de 2 500 hectares¹⁸.

L'étude d'impact environnemental et social présentée par Camvert ressemble à la littérature produite par Sudcam. Par exemple, le mot « chimpanzé » ne figure qu'une fois dans ce document de 206 pages¹⁹. Rappelons que le Paysage de Campo Ma'an abrite également des éléphants, des gorilles, des pangolins géants, des hippopotames, des léopards et des mandrills.

Sur l'aspect social, l'étude d'impact de la société d'Aboubakar al Fatih recommande tout simplement de faire des Bagyeli des esclaves salariés:

« La méthode de Haute intensité de main-d'œuvre (HIMO) permettra de résoudre le problème de la main-d'œuvre non qualifiée, notamment chez les pygmées des hameaux riverains. »

Il y a dix ans, Sudcam a envoyé l'ex-ministre de la Défense Rémy Ze Meka en tournée dans les villages locaux pour les avertir de l'arrivée imminente de « la société du président ». ²⁰ Aujourd'hui, l'histoire

se répète. Camvert envoie tous azimuts ses messages à ses critiques, réels et potentiels. Des contenus diffusés dans les médias camerounais démontrent cet état de fait.

« Des Camerounais, visiblement opposés à la politique des Grandes Opportunités du Président de la République Chef de l'État, Son Excellence Paul Biya, dont le Septennat actuel ²¹ est basé sur La Révolution Agricole, font tout pour saboter ce Grand Projet Industriel. » ²².

Les critiques de ce projet sont qualifiées d'« ennemis de la République » et même de « profanateurs ». ²³

Quatre exemples ont permis de débusquer ces ennemis de la République. Une Ong fantôme, appelée « **Tête d'éléphant** », basée à Paris dans l'antre des agitateurs connus, distille des cris d'alarme sur le projet, qui n'ont rien à voir avec la réalité. On ne les connaît même pas à Campo. Une autre Ong qui est sur le terrain et qui a spolié gravement les populations dans le cadre de la conservation, s'agite par des positions fantaisistes, pour s'attirer le pactole des bailleurs de fonds qui n'ont aucune vérité de terrain. Un troisième profanateur débusqué, vivrait à Limbé, qui s'appellerait **People's Forest**, distille toutes sortes d'incohérences dans les Réseaux sociaux à partir de la forêt dense du Sud Ouest, pour justifier sa sinécure de financements occultes obtenus de l'étranger. Citons aussi ces fils du terroir, qui sont dans un réseau mafieux pour pêcher en eaux troubles, que les fins limiers sont entrain de démanteler. C'est le cas de ce » Faux

Extrait d'un article de média local dénonçant les critiques de Camvert ²⁴

Mais, le point commun majeur entre Sudcam et Camvert est peut-être le silence des donateurs internationaux à leur sujet ²⁵. Cela dit, cette fois-ci, l'indifférence des « partenaires » européens et américains ne pourra durer éternellement : selon Jeune Afrique, l'argent d'Aboubakar al Fatih proviendrait du Moyen-Orient et d'Asie ²⁶.

Nos missions sur le terrain, sur les sites de Camvert, révèlent que sur ce point comme sur tout ce qui concerne al Fatih, les populations locales demeurent dans le flou total.

Qui est

Aboubakar al Fatih?



Aboubakar al Fatih, patron de Camvert © CRTV

Aboubakar al Fatih est né et a grandi en Égypte. Il est basé à Ngaoundéré et présente sa société comme éminemment patriotique²⁷.

C'est un protégé des responsables du RDPC dans la région de l'Adamaoua, notamment Hamadjoda Adjoudji, aujourd'hui décédé, qui fut ministre de l'Élevage, de la pêche et des industries animales de 1984 à 2004 – ce qui en fait l'un des ministres resté le plus longtemps au Gouvernement²⁸. En 2013, le président Biya a décoré Al Fatih du titre de l'Ordre du Mérite.²⁹

Ses entreprises Tawfiq Business Company (TBC) et Cameroon Emergence Corporation (CEMCOO)³⁰ détiennent de nombreux permis d'exploration minière dans les régions du Nord, de l'Adamaoua et de l'Est³¹.

En 2018, CEMCO se présentait comme « le premier producteur d'or au Cameroun et un des dix premiers producteurs d'or et de saphir au monde, avec des coûts parmi les plus bas »³². La première affirmation est étonnante car, selon les derniers rapports de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives, aucune de ces deux sociétés d'al Fatih n'a reçu

de permis d'exploitation minière³³. Quant à la seconde affirmation, selon laquelle CEMCO fait partie des « dix premiers producteurs d'or et de saphir au monde », elle est manifestement fautive³⁴. Signalons qu'aujourd'hui, le site Internet de cette compagnie ne fonctionne plus.

En février 2021, le permis d'exploration d'al Fatih dans la région de l'Est a expiré et a été reversé dans le domaine minier national. Al Fatih a de plus reçu l'ordre de payer 7 812 000 FCFA (soit environ 12 000 euros) d'arriéré d'impôts sur la superficie³⁵.

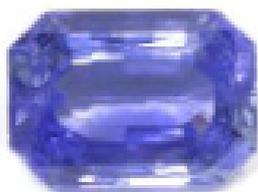
Mahmoud Mourtada a travaillé pour CEMCO de 2014 à 2018, année où il est entré chez Camvert. Il en est aujourd'hui le directeur général. Sur sa page LinkedIn, il se vante d'avoir:

- Contribué à la construction d'une équipe d'extraction de saphir et dirigé l'équipe de vente
- Effectué des voyages d'affaires à Dubaï (EAU) et au Nigeria
- Contribué à la préparation et à la mise en œuvre d'un projet d'extraction de saphir³⁶

SAPHIR CEYLAN



SAPHIR CEYLAN CLAIR



SAPHIR CEYLAN



SAPHIR CAMBODGIEN



SAPHIR BIRMAN



CEMCO Mining

@cemcogroup · Entreprise locale

[Nous contacter](#)

[cemco-group.com](https://www.cemco-group.com)

Mais comment le directeur général de Camvert a-t-il pu vendre des pierres - dans un geste tout à fait patriotique, au Nigeria et à Dubaï - sans permis d'exploitation minière?

Mourtada a par ailleurs déclaré, à propos de Camvert:

Un grand merci au Chef d'État, son Excellence Paul Biya, et à son gouvernement pour leur inestimable soutien qui a permis le succès de ce projet.³⁷.

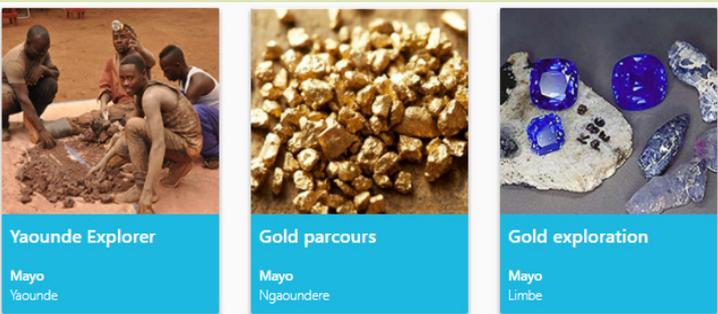
Al Fatih est en outre le propriétaire de la grande société d'exploitation forestière Bois du Cameroun (BOISCAM) et de ses filiales, ainsi que de la Société camerounaise

d'industrie et d'exploitation du bois (SCIEB), qui possédait la concession UFA 09-025³⁸. Il y a un an, il a annoncé le lancement d'un gigantesque plan comprenant une scierie, un site de production électrique à partir de biomasse et une usine de pâte à papier à Edéa. Toutes ces activités doivent vraisemblablement être alimentées par le bois de Camvert, ainsi que par une concession de 70 000 hectares

attendant à la concession principale (et dont le statut est inconnu) et une autre concession située dans la région du Littoral.³⁹

Les travaux de démantèlement et de décontamination du site de l'usine de papier abandonnée de Cellucam, que l'usine de SCIEB est censée remplacer, n'ont toujours pas commencé⁴⁰.

En juin 2020, le chef de projet de Camvert a déclaré à Jeune Afrique que tous les équipements de la scierie, qui permettent de



Yaounde Explorer
Mayo
Yaounde

Gold parcours
Mayo
Ngaoundere

Gold exploration
Mayo
Limbe

Expérience, Organisation
Is what makes us

ALL PROJECTS

Site Internet de CEMCO

réaliser les processus primaires, secondaires et tertiaires, ont déjà été achetés. Ils seraient déjà arrivés sans les restrictions imposées par la pandémie de Covid-19.⁴¹

Pourquoi, dans ses campagnes de communication, Camvert ne fait-il pas la promotion de la plantation de cacao de la société TBC, qui appartient également à Al Fatih et se trouve près de Yoko, dans la région du Centre ? Les raisons ne sont pas claires⁴². Évidemment, aucune information n'est divulguée à propos de l'identité des actionnaires de TBC – on sait toutefois qu'au moins un nouvel actionnaire a rejoint l'entreprise en 2018, quand son siège a déménagé de Douala à Yaoundé.⁴³

En septembre 2020, le projet de TBC d'acquiescer 115 000 hectares de terres pour créer un complexe agro-industriel dans l'Adamaoua a suscité la controverse⁴⁴.

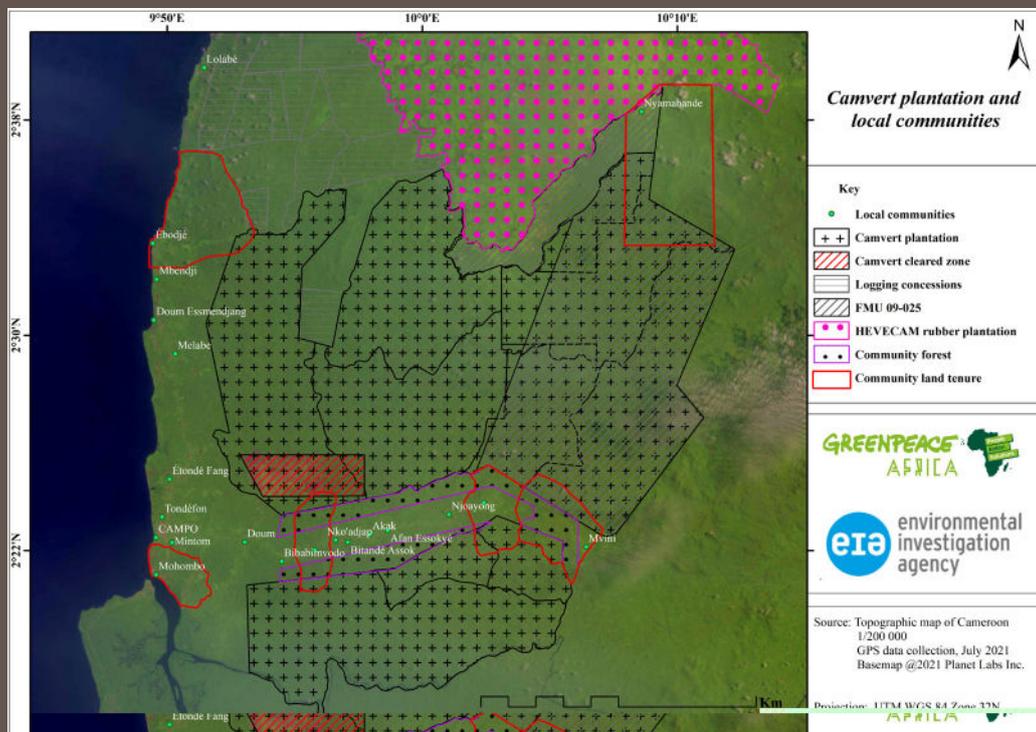


En 2020, la CRTV consacrait une émission à l'empire d'Al Fatih. Sur cette image qui en est extraite apparaît au centre un partenaire impliqué dans les opérations dans l'Adamaoua dont l'identité est inconnue

sur Le fait que, deux ans après le début des opérations de déforestation, Camvert n'avait réussi à défricher que 1 700 hectares sur les 60 000 hectares initialement prévus est important, spécifiquement au regard de l'absence d'évolution du projet d'Al Fatih à Edéa. L'investissement de Camvert dans le département d'Océan reste minime et Al Fatih présente CEMCO d'une façon extrêmement fallacieuse.

Il y a un an, Camvert a déclaré que 3 500 hectares seraient défrichés d'ici deux ans et 5 000 hectares d'ici trois ans⁴⁵.

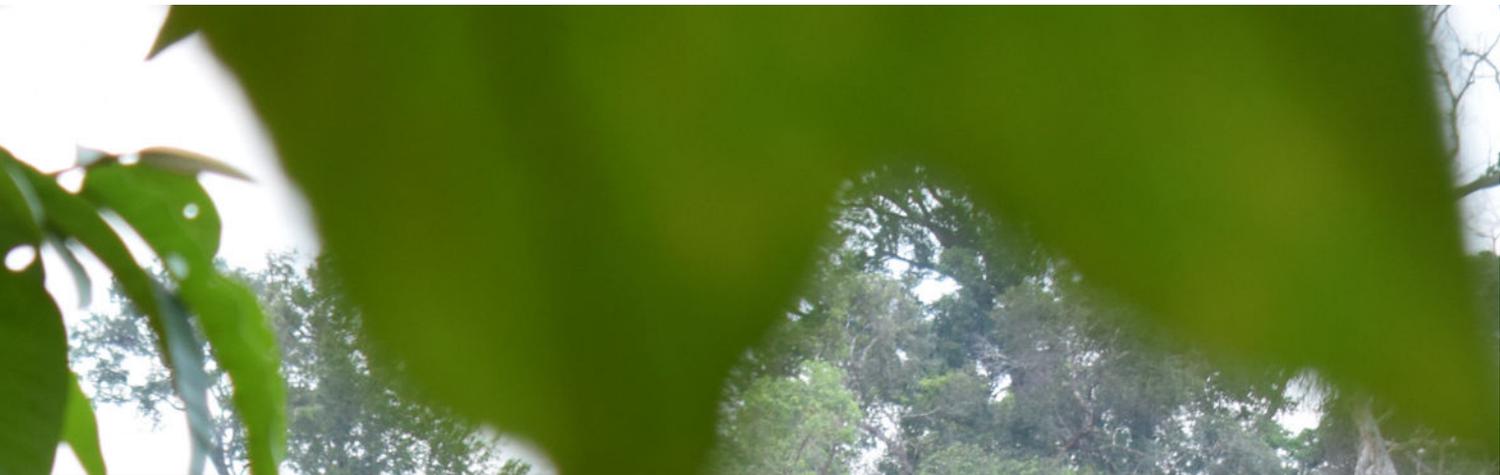
En juin 2021, le maire de Campo, un critique de la première heure qui est aujourd'hui un allié de la société, a fait savoir que l'idée de réduire la taille de la plantation avait été évoquée lors d'une récente réunion organisée au palais présidentiel avec Camvert et des responsables dont l'identité n'est pas connue⁴⁶. Mais cela poserait problème au « partenaire financier » de Camvert, a expliqué un représentant de la société lors de la réunion.



Légende

- Lieux habités
- Concession forestière
- Plantation Camvert
- UFA 09-025
- Plantation d'hévéa Hevecam
- Forêt communautaire
- Zone déclassée UFA 09-025 cédée à CAMVERT
- Propriété foncière des communautés

Carte des terres communautaires, des plantations et des zones défrichées, Greenpeace Afrique 2021



Violation des droits des communautés par Camvert



Sur la base des travaux de cartographie participative réalisés de mai à septembre 2021 dans neuf villages des arrondissements de Niète et Campo, les droits fonciers des communautés sont restreints à l'extérieur de la plantation et leurs droits d'usage sont niés à l'intérieur de celle-ci.

Cette zone est déjà sous pression du fait de la présence de la plantation d'hévéas Hevecam – la société sœur de Sudcam - ainsi que du parc national de Campo Ma'an et du Parc national marin nouvellement créé.

À Doum Essamebenga, Nkoelon et Mvini, comme dans beaucoup d'autres villages, la superficie des terres coutumières a été réduite par Camvert, qui a déplacé plusieurs fois les limites de la plantation. Selon la Loi sur la forêt de 1994, les communautés jouissent de droits coutumiers à l'intérieur des concessions forestières. Or, si la zone est cédée à Camvert, les populations locales craignent de devoir renoncer à ces droits sans obtenir en contrepartie de compensation claire et adéquate.

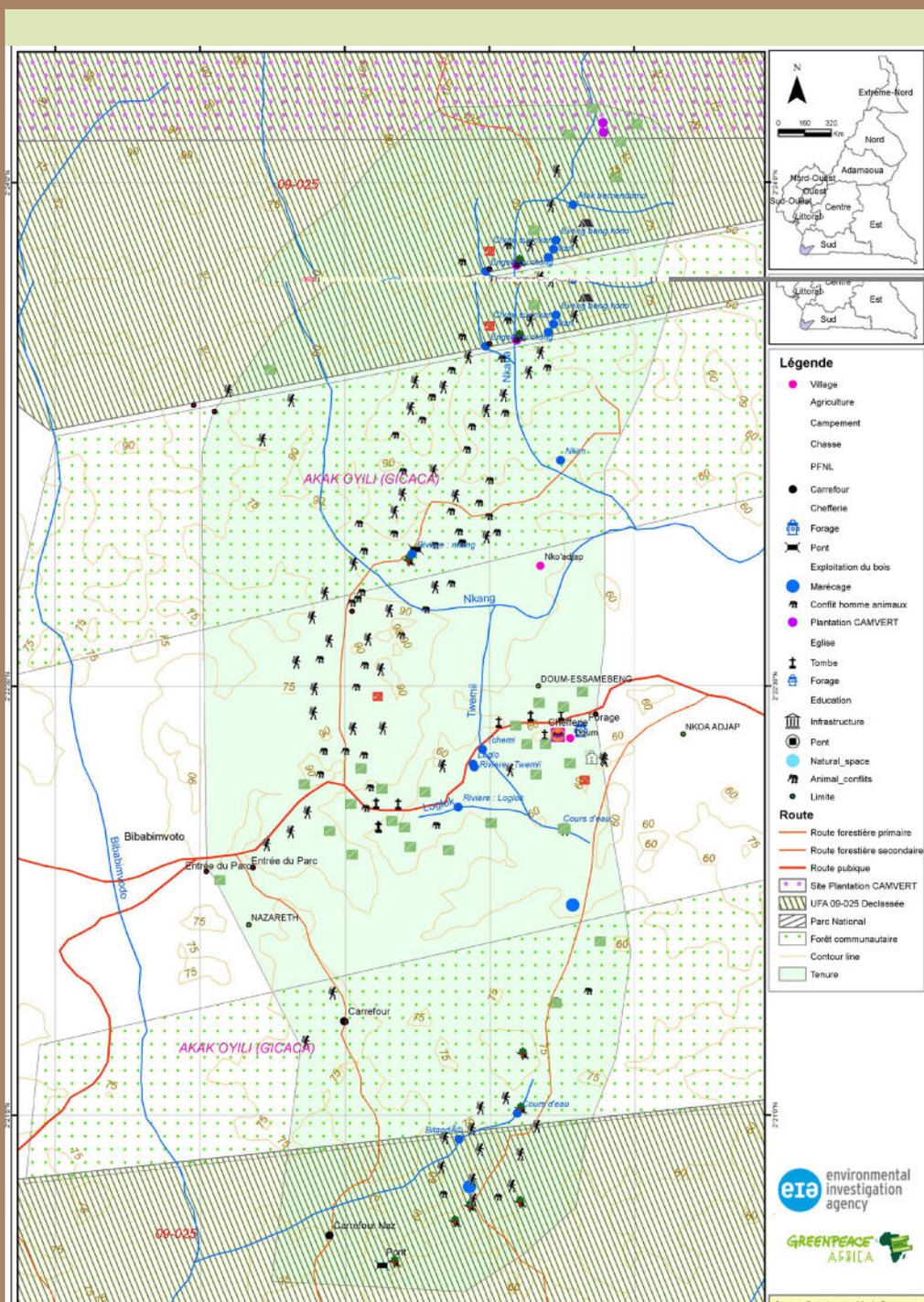


Figure : Tenure forestière et usages dans le village de Doum Essamebenga

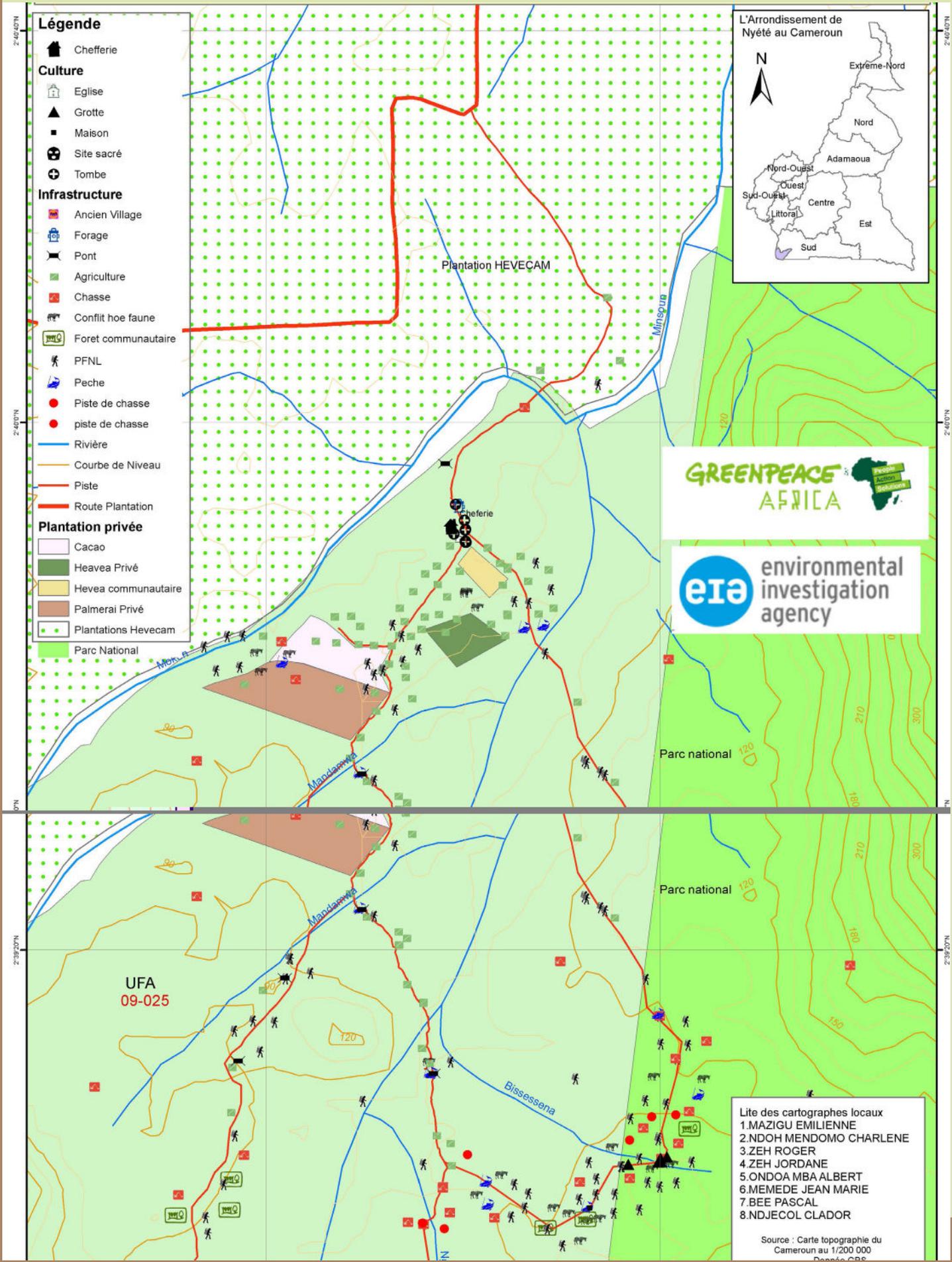


Figure : Tenure et usages dans le village de Nyamabande

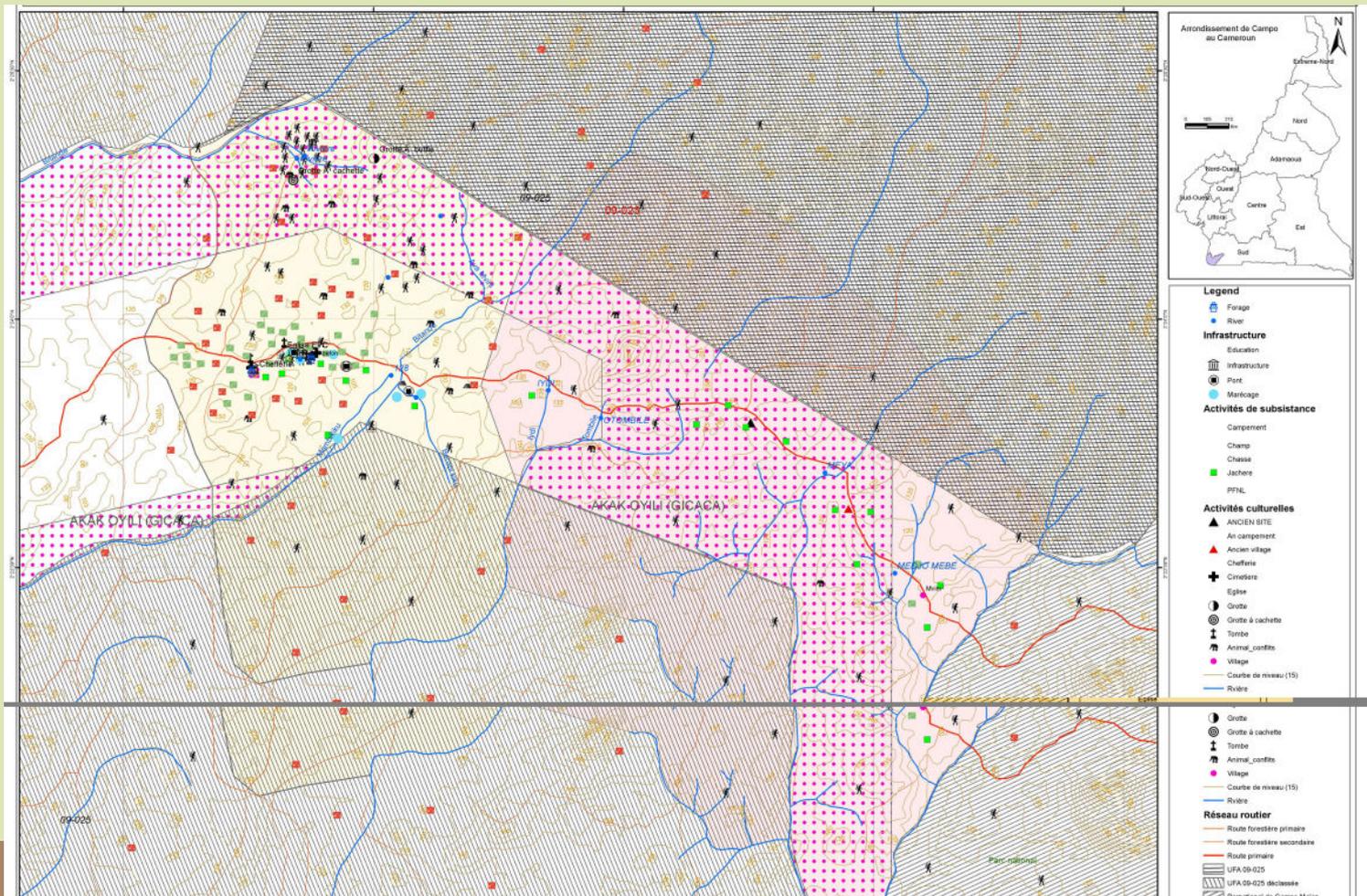


Figure : Tenure et usages dans les villages de Nkoelon et Mvini

La réforme du droit foncier et le processus d'élaboration des plans d'aménagement du territoire qui manque de transparence et ne cessent d'être retardées, arriveront trop tard pour les communautés qui auront perdu leur terre ainsi que tous droits coutumiers

Témoignages des populations autochtones et locales



Réunion avec les communautés de Nkoelon, 2021 (c) Greenpeace Afrique

En janvier, septembre et novembre 2021, Greenpeace Afrique s'est rendu dans 14 villages des arrondissements de Niete et de Campo⁴⁷.

Plusieurs locaux ont rapporté que huit employés de Camvert avaient perdu la vie dans des accidents du travail depuis le début des travaux de défrichage en 2019. Selon eux, leurs familles n'ont reçu aucune compensation. De plus, quatre employés ont été hospitalisés et un se trouve aujourd'hui paralysé.

Camvert s'est lancé dans une grande « campagne de santé ». Dans un village, les opérations ont duré 2h30, pendant lesquelles 2 500 personnes étaient censées avoir été examinées par une équipe médicale (dépistage de maladies bucco-dentaires, d'hépatites, de l'hypertension artérielle, d'IST et du VIH SIDA).

Les promesses d'équipement des écoles de bancs, de livres et d'autre matériel par la société pour l'année scolaire 2021-2022, demeurent non tenues.

Lorsqu'en septembre, on lui a demandé si le programme de proximité de Camvert apportait une lueur d'espoir, un habitant nous a répondu ceci : « Ce programme ne nous aide pas, il nous scandalise. C'est un échange totalement inégal. Une sorte d'échange colonial lors duquel un père vend son fils pour avoir du sel. Il n'y a aucune égalité dans ce genre d'échange. »

Presque tous les villages font état d'une multiplication alarmante des conflits avec des mammifères en quête de quoi se nourrir – éléphants, gorilles, singes, chimpanzés, buffles, antilopes et phacochères –, alors que leur habitat ne cesse de se réduire du fait des activités de Camvert. Les communautés rapportent également une baisse considérable de leurs récoltes⁴⁸.

Un membre de la communauté Bagyeli, qui a reçu 20 000 FCFA en échange de sa signature, témoigne:

« Camvert m'a demandé de signer un papier sans le lire. Après, d'autres personnes sont venues me dire que j'avais signé une autorisation d'allouer notre forêt à Camvert au nom de toutes

les communautés Bagyeli de la forêt de Campo. Je n'en sais rien. Je suis pygmée et j'ai signé parce qu'on m'a trompé. »

Les rares locaux employés par la compagnie sont affectés à des postes non qualifiés – comme agents de sécurité, ouvriers agricoles, porteurs de plants. Les salaires sont bas et payés en retard. Ils suffisent à peine à vivre, dénoncent certains⁴⁹.

Avec l'afflux de travailleurs originaires d'autres régions, les populations locales se plaignent de plus en plus de l'augmentation des maladies sexuellement transmissibles et de l'exposition au Covid-19, ainsi que des risques de conflits sociaux.

Camvert a également lancé un programme destiné à de petits planteurs associés, censé impliquer 5 000 hectares de plantations communautaires. Or beaucoup de personnes nous ont dit que leur village ne disposait pas de terres à céder à ce programme – lequel, initialement devait être mis en œuvre sur la plantation principale que Camvert convoite. À Mabiogo, où des terres ont déjà été défrichées pour installer une de ces plantations, des habitants racontent n'avoir reçu aucune information sur la suite du projet. Ils ne savent ni les quantités ni les prix que Camvert appliquera dans l'achat de leur production. Une nouvelle approche de l'entreprise consiste à susciter l'intérêt individuel des membres des communautés en leur demandant de mettre à disposition leurs terres en lieu et place de l'approche communautaire jusqu'à présent pratiquée.

Nyamabande est un hameau Bagyeli d'une centaine de personnes qui se trouve à cheval sur la zone classée UFA 09-025 et Hevecam, la société sœur de Sudcam. Les membres de la communauté ont été déplacés, à la création de la plantation d'hévéa Hevecam en 1975 et sa privatisation en 1996.

Plusieurs habitants nous ont dit que des représentants de Camvert leur avaient rendu visite trois fois pour les informer que leur forêt allait être « prise ». La première fois, ces habitants n'avaient aucune idée de ce dont on leur parlait. Ils n'avaient jamais entendu parler d'un quelconque cahier des charges.

Ces habitants ont peur de perdre leurs arbres et leurs plantes médicinales, leurs sites sacrés et leurs territoires de chasse. Ils redoutent que les opérations de défrichage ne commencent d'un jour à l'autre.

Une grande partie de la population du village de pêcheurs d'**Ebodje**, à une quinzaine de kilomètres de la zone défrichée, est farouchement opposée à la plantation. Elle a aussitôt exprimé ses inquiétudes au sujet des déchets de cette industrie, qui risquent de polluer la mer, de tuer les poissons et de ravager la plage où viennent pondre les tortues. À noter que ce village est un site d'écotourisme. La population craint également qu'il devienne impossible de chasser si Camvert détruit la forêt. Sans oublier que le nombre d'habitants pourrait drastiquement augmenter, avec pour conséquence une hausse des prix et du coût de la vie.

L'expérience précédente avec BOISCAM a été négative. Dans le cadre de sa campagne de santé, Camvert a organisé dans le village une visite médicale de 2 heures et demie.

Certains habitants du hameau Bagyeli de **Mvini**, à une dizaine de kilomètres de la zone défrichée, associent la hausse du taux de mortalité au sein de leur communauté au fait que

leurs liens ont été rompus avec leurs ancêtres, dont les tombes, qui se trouvent dans le parc national et la zone UFA 09-025, ne leur sont plus accessibles. Ils sont fermement opposés au projet Camvert, qui signifie à leurs yeux la fin de la chasse et de la pêche des crevettes, et, à terme, la famine. Ils ont peur d'être emprisonnés s'ils se font prendre avec des noix de palme.

La majorité des habitants du grand village de **Nkoelon**, à proximité de Mvini, voudraient que la superficie de la plantation soit réduite si le projet est mené à terme et, surtout, que la plantation soit déplacée à l'écart de leur village. Ils n'avaient jamais entendu parler d'un quelconque cahier des charges de la compagnie avec les communautés. Ils redoutent que les écolodges de Nkoelon ne souffrent de la proximité d'une plantation de palmiers à huile. Ils craignent aussi de ne plus trouver de plantes médicinales. L'hôpital le plus proche se situe à 35 km et la quasi-totalité de la population du village dépend des remèdes médicaux qui se trouvent dans la forêt.

Par ailleurs, les conflits avec des éléphants et des gorilles en quête de nourriture sont de plus en plus fréquents. Et les précédentes expériences avec Hevecam, où plusieurs membres de la communauté ont travaillé, ont été extrêmement négatives.

Le village de **Doum Essamebenga** est attaché à la zone défrichée. Plusieurs habitants nous ont raconté que des représentants de la société s'étaient montrés irrespectueux et insultants. Camvert a détruit un cimetière. Les habitants n'ont jamais eu vent du cahier des charges qui aurait été signé. Environ 20 % des terres coutumières du village sont situées sur la zone défrichée par Camvert. Le passage des engins lourds de la compagnie fragilise un pont utilisé par la communauté.

Les villageois trouvent fréquemment des éléphants et d'autres animaux sauvages à côté de leurs maisons, en train de ravager leurs cultures. Ils craignent pour leur vie.

À leurs yeux, Camvert n'est que le nouveau nom sous lequel se présente l'entreprise caméléon qu'est BOISCAM et affiliés.

Campo Beach, avec ses environ 500 habitants, se trouve à 25 km de la zone défrichée. En septembre 2021, un membre de la communauté nous a dit ceci:

« J'aimerais que ce que je vais vous dire soit transmis à Biya, dans son palais, pour qu'il sache ce que Camvert fait dans notre village. Quand tu as envie de t'exprimer, on te dit : « Tais-toi, voici 20 000 FCFA [soit 30 euros]. Si tu veux insister, on te met en prison. Comment suis-je censé vivre avec ça ? Comment nourrir toute ma famille alors qu'ils ont pris ma forêt? »

En janvier 2021, un autre habitant de Campo Beach a raconté à Greenpeace Afrique qu'il n'avait pas connaissance du contenu du cahier des charges. Il pense que, dans l'approche, Camvert a produit ce document après avoir rejeté la version initiale proposée par les « élites » locales⁵⁰. Le draft a par la suite été révisé lors d'une réunion organisée par la compagnie ou les chefs traditionnels avaient été invités moyennant per diem.

Il a en outre expliqué que Camvert avait réalisé des travaux d'amélioration d'une

route qui mène à Kribi en passant par l'UFA 09 025 et qu'il contrôlait désormais étroitement cette route à travers de nombreux barrages.

Le maire de la ville voisine de Campo vient de Campo Beach. En janvier 2020, il a déclaré qu'il était contre la plantation, craignant que l'eau ne soit polluée et le tourisme mis à mal. Mais en juin de la même année, il avait changé de position. Dans un entretien accordé à des médias locaux, il a expliqué qu'au début, et pendant longtemps, il s'était opposé avec virulence à la plantation et qu'il l'avait dit lors de réunions d'information de la société, en présence de préfet⁵¹. Mais, au fil des réunions avec Camvert, y compris une à la Présidence de la République du Cameroun il affirme avoir été satisfait par le cahier des charges de la compagnie ; des copies de ces engagements sont disponibles sur simple demande ; un comité chargé de leur application a été mis en place. La route de Camvert, estime-t-il, permet aux habitants de Campo de se rendre plus facilement à Kribi.

Il regrette que les villageois changent autant d'opinion : ceux qui disent que des éléphants ont détruit leurs récoltes soutenaient à l'origine le projet, contre son avis.



Réunion avec la communauté d'Akak, 2021 (c) Greenpeace Afrique

Zoom sur les positions des communautés

La majorité des communautés interrogées par Greenpeace Afrique ont exprimé leur mécontentement, à des degrés divers, à propos du projet Camvert, des violations de leurs droits fonciers coutumiers, ainsi que des dégâts environnementaux et sociaux que le projet ne manquera pas de causer⁵².

Certaines de leurs demandes sont formulées ainsi:

- Nous voulons de nouveau pouvoir nous rendre dans nos champs, pour nous nourrir, sans craindre de rencontrer des éléphants en quête de nourriture parce que leur habitat a été détruit par les opérations de déforestation.
- Nous ne voulons pas du projet Camvert. Nous avons vu les conséquences de la dégradation de la forêt chez nos voisins. Nous avons vu qu'ils ne respectent pas leurs obligations et leurs engagements sociaux.
- Camvert est un projet néfaste. Il pollue nos eaux, et les quantités de poissons que nous pêchons ont diminué depuis le début de ses activités. De plus, il ne respecte pas ses engagements sociaux et il n'embauche pas nos jeunes, contrairement à ce que ses responsables avaient promis.

La position détaillée des communautés qui sont critiques à propos du projet Camvert inclut celles des communautés catégoriquement opposées au projet et celles qui considèrent des changements nécessaires au projet au cas où il est implémenté malgré leur opposition.

Contre le projet	En cas de continuation du projet
Annulation du projet par la Présidence de la République	Consultation préalable des communautés
Elles ont besoin des forêts pour la pêche, la chasse traditionnelle, les rites, les plantes médicinales, la collecte de produits forestiers non ligneux, etc.	Réduction de la zone ciblée par Camvert de 60 000 à environ 30 000 hectares
Non à la déforestation	Emploi des jeunes avec de bons salaires
Non à la pollution de la plage	Mise en œuvre du projet de façon à ce qu'il n'ait pas de répercussions négatives pour le village
Non aux impacts environnementaux négatifs	Protection des sites sacrés
Non aux fausses promesses	Besoin d'écoles, d'hôpitaux, de routes, d'électricité, de fermes familiales soutenues par la société
Protection et préservation de l'héritage culturel et spirituel des communautés	Augmentation des limites des villages à environ 5-10 km des limites de la zone UFA 09-025

Contactés par Greenpeace Afrique et GDA, Camvert n'a donné aucun feedback à la requête pour commentaire au draft du présent rapport.

Recommendations



Recommandations de Greenpeace Afrique et GDA

■ À Camvert

- Un arrêt immédiat et permanent de ses opérations;
- Dans un souci de transparence, publier tous les documents relatifs aux propriétaires et financiers de Camvert, à ses acquisitions de terres et au processus d'étude d'impact.

■ Au gouvernement du Cameroun

À propos du projet Camvert et des futurs projets de déforestation

- Annuler le projet Camvert en raison de son potentiel impact (et en tirant les leçons des projets Herakles, SudCam, Hevecam, etc.);
- Confier à un tiers la réalisation d'une étude indépendante sur la biodiversité et l'impact dans les zones concernées et rendre ses résultats publics;
- Cesser de favoriser les grands accords fonciers, d'une part en arrêtant d'intervenir directement dans les ventes et les baux, d'autre part en mettant un terme aux politiques publiques favorables aux investisseurs de l'agrobusiness;
- Initier une enquête afin de déterminer le niveau de respect de la législation camerounaise par Camvert et rendre publique ses conclusions, y compris l'autorisation illégale de couper 2,500 hectares de forêts donnée par le Ministère des Domaines, du Cadastre et des affaires foncières;
- Adopter l'approche de gestion des ressources naturelles centrée sur les communautés, et reconnaître pleinement et formellement la propriété coutumière des populations autochtones et locales sur les terres forestières et restituer les concessions forestières en voie de conversion et autres concessions aux communautés dans un souci de justice et de restauration des écosystèmes dégradés;

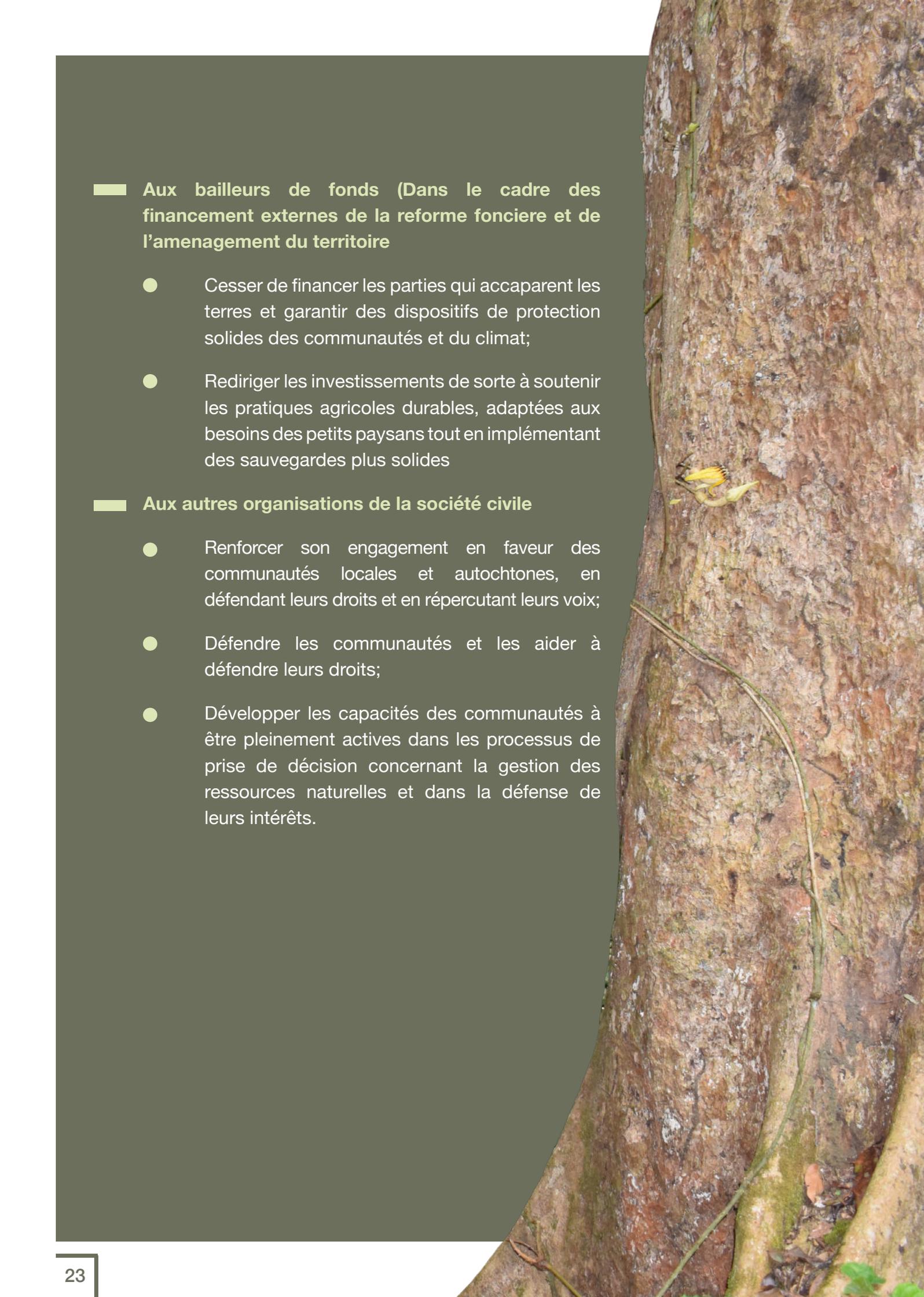
- Mettre en place une procédure adéquate d'étude d'impact qui inclut de manière non exhaustive les impacts sur la biodiversité et le climat;
- Stopper toute nouvelle acquisition à grande échelle de terres destinées à des plantations en attendant la réforme foncière et des procédures d'aménagement du territoire;
- Soutenir les petits paysans en introduisant des règles claires sur la propriété foncière qui protègent les droits de petits propriétaires et des communautés autochtones et locales, et les encourager à investir.

À propos de l'aménagement du territoire et de la réforme foncière

- Mettre en place des lois et des réglementations exigeant le consentement libre, préalable et éclairé des communautés locales et autochtones avant la réalisation de toute activité pouvant affecter leurs terres;
- Assurer une participation et une représentation effectives des populations autochtones et des communautés locales dans toutes les procédures de prise de décision relatives aux terres, aux territoires et aux ressources pouvant les affecter;
- Reconnaître, protéger et soutenir les savoirs traditionnels, les moyens de subsistance et les systèmes de gestion durable des ressources des populations autochtones, ainsi que leur rôle dans la gestion durable des ressources;
- Faire preuve de transparence et de responsabilité en mettant à la disposition du public des informations relatives à la réforme foncière et aux procédures actuelles d'aménagement du territoire.

■ Au groupe de travail des Nations unies sur les droits des populations autochtones

- Utiliser ces preuves et initier une enquête sur les violations des droits des communautés autochtones et locales et recommander des sanctions sur la base des conclusions subséquentes.



■ **Aux bailleurs de fonds (Dans le cadre des financements externes de la réforme foncière et de l'aménagement du territoire)**

- Cesser de financer les parties qui accaparent les terres et garantir des dispositifs de protection solides des communautés et du climat;
- Rediriger les investissements de sorte à soutenir les pratiques agricoles durables, adaptées aux besoins des petits paysans tout en implémentant des sauvegardes plus solides

■ **Aux autres organisations de la société civile**

- Renforcer son engagement en faveur des communautés locales et autochtones, en défendant leurs droits et en répercutant leurs voix;
- Défendre les communautés et les aider à défendre leurs droits;
- Développer les capacités des communautés à être pleinement actives dans les processus de prise de décision concernant la gestion des ressources naturelles et dans la défense de leurs intérêts.

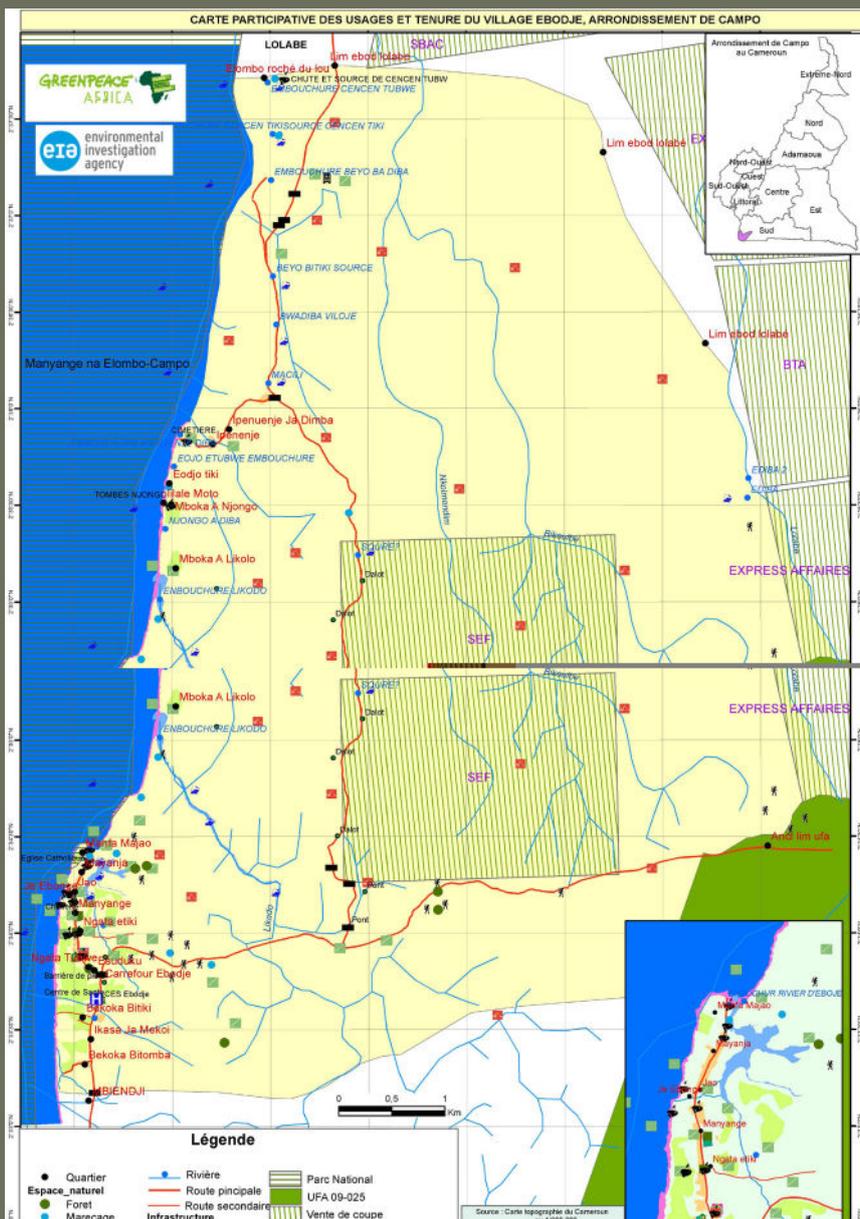
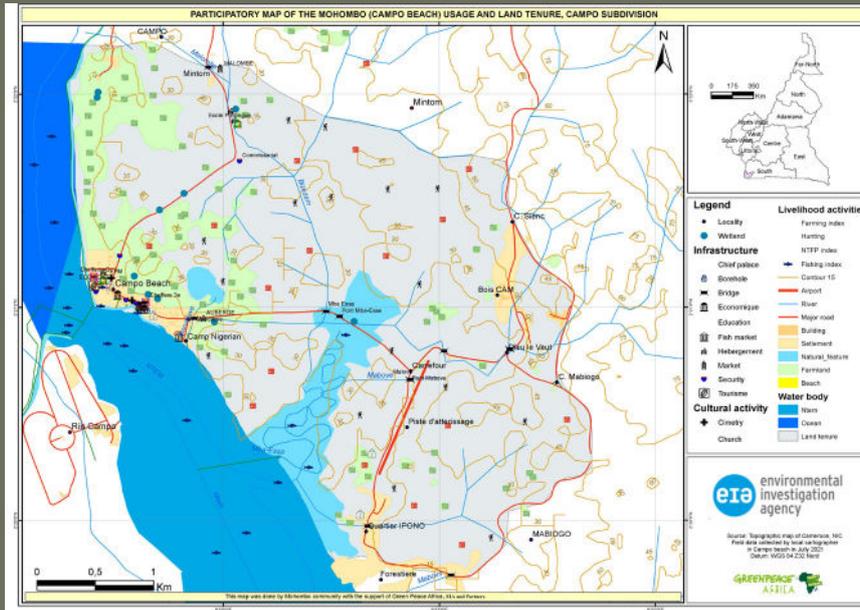
Références

1. Greenpeace, [Ruinous Rubber](#), 2018
2. Mongabay, « [NGOs reject new oil palm plantation in southern Cameroon](#) », 25 December 2019; Greenpeace, « [Illegal giant palm oil plantation flattening indigenous people's rainforest and threatening endangered wildlife in Cameroon](#) », 28 septembre 2020
3. Découverte Régionale, « [A bâtons rompus avec Aoubakar Al Fatih](#) »,
« En effet, militant convaincu du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (Rdpc), je suis un fervent défenseur des idéaux de ce parti et membre de la délégation permanente de son comité central pour le département du Mayo-Banyo. Je fais partie de cette jeunesse consciente qui croit au message du Président national de notre parti son Excellence Paul Biya, président de la République, à l'endroit de la jeunesse quand il leur a demandé 'd'oser' ».
4. Recherches sur le terrain menées par Greenpeace en janvier et septembre 2021
5. Ibid.
6. « Cahier des charges entre CAMVERT S.A et la communauté des peuples autochtones Bagyelis de campo, 2020 »
7. Forest Peoples Programme, « [Request for consideration under the Early Warning / Urgent Action Procedure of the declassification of Forest Management Unit \(FMU\) 09-025 and reallocation to CamVert \(Cameroon\)](#) », 23 Octobre 2020
8. Recherches sur le terrain menées par Greenpeace en janvier et septembre 2021
9. Ibid.
10. Dans son rapport annuel de 2015, la société se félicite : « Grâce aux recherches du CIRAD, nous avons découvert que notre plantation Sudcam, au Cameroun, en Afrique, possède un des meilleures qualités de sol possible pour la culture d'hévéas. C'est une excellente nouvelle pour nous, alors que nous continuons sans relâche de planter et replanter. » Voir Greenpeace, « [Ruinous Rubber](#) », op. cit.
11. Libération, « [Biodiesel Le groupe Avril ne tient qu'à un fil](#) », 8 juin 2018
12. Le CIRAD est membre du Conseil d'administration du lobby des entreprises, l'Association Technique Internationale des Bois Tropicaux (ATIBT) et un partenaire officiel du label vert ATIBT's Fair&Precious qui promeut quelques unes des entreprises forestières européennes notoires en Afrique centrale.
13. Libération, « [Langue de bois Forêts d'Afrique centrale : une étrange conférence à la mairie de Paris](#) », 7 octobre 2021
14. <https://www.initiative-forets-afrique.paris/>
15. L'Humanité, « [Business as usual' chez Socfin et Bolloré](#) », 24 May 2020
16. Greenpeace, [Ruinous Rubber](#), op. cit.
17. Aucun décret d'utilité publique n'avait été publié et la version finale de l'étude d'impact n'a pas encore été validée. Green Development Advocates, « [Qualifying illegalities in the Degazetting Process of 60,000 hectares of a forest and the attribution of a Concession for an agro-industrial project in Campo and Nyete of the Ocean Division, South Region](#) », 2020
18. Greenpeace, « [Illegal giant palm oil plantation flattening indigenous people's rainforest and threatening endangered wildlife in Cameroon](#) », op. cit.
19. Camvert, [Etude d'impact environnemental et social](#), November 2019
20. Greenpeace, [Ruinous Rubber](#), op. cit.
21. Littéralement "Durée de 07 ans". Paul Biya est en fonction depuis 1982.
22. Actu-Plus, « [Projet Agro-industriel de Plantation et Transformation du palmier à huile à Campo et Niété : Voici les vérités cachées des accords Camvert-Collectif des ONGs de la réserve Campo-Ma'an](#) », 9 mai 2020
23. Cette plantation subit les « tirs groupés des ONG internationales qui se dressent contre le projet ». Critiquer est un acte de « belligérance contre les fondations du tissu économique du Cameroun ». Les ONG « affûtent des armes de destruction massive contre ce très grand projet ». Elles mènent une « agression extérieure » et « une tentative de destabilisation » contre le Cameroun. Les critiques sont « des activistes tapis dans les pays occidentaux, en ordre de bataille ». « Ces ONG dites internationales, nous les connaissons toutes. Certaines sont basées à Yaoundé, à Bamenda [ville anglophone], au Sud-Ouest [région anglophone], et hors de nos frontières. Elles infiltrent le terrain. » (Le Pélican, « [Manœuvres Mafieuses des ONG contre le Projet Camerounais de Production de 200 milles tonnes d'huile de Palme](#) », 5 octobre 2020)
24. [Actu-Plus](#), op. cit.

25. En 2013, c'est un observateur indépendant financé par l'Union européenne qui avait donné à Sudcam le feu vert pour continuer à raser des forêts. Et c'est un organisme financé par l'argent public français, le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), qui avait fourni une assistance technique à la plantation de Mvomeka'a.
26. Jeune Afrique, « [Cameroun: qui est Aboubakar al Fatih, acteur montant de l'industrie du bois?](#) » 2 Juin 2020
27. CRTV, « [Ces Jeunes qui participent à l'Emergence du Cameroun](#) »
28. Découverte Régionale, « [Aboubakar Al FATIH, le prodige du Mayo-Banyo](#) »
29. CRTV, op. cit.
30. En 2018, Al Fatih était l'un des sept actionnaires de CEMCO ([p.173](#))
31. EITI, [EITI Report 2017](#), février 2020, (pp.117, 112); EITI, [Rapport ITIE 2018](#), Juin 2021, (p.173); Découverte Régionale, « Aboubakar Al FATIH, » op. cit.
32. <https://web.archive.org/web/20180814192458/http://cemco-group.com/corporate>
33. EITI 2017, 2018, op. cit.
34. <https://web.archive.org/web/20180814192458/http://cemco-group.com/corporate>
35. MINMIDT, « [communiqué radio-presse](#) », 24 février 2021
36. <https://www.linkedin.com/in/mahmoud-mourtada>
37. In Le Quotidien, « Camvert lance le planting industriel à Campo », 14 septembre 2020
38. Cette zone destinée à être rasée par Camvert était auparavant une concession certifiée FSC (Forest Stewardship Council) dirigée par le partenaire local de la multinationale néerlandaise Wijma. Après avoir prélevé les espèces commercialisables présentes sur cette zone, la société, qui a réussi à conserver son label FSC pendant des mois après que sa concession de la région du Sud-Ouest a été dévastée par une guerre civile en 2017, a décidé de la vendre à al Fatih. Voir FERN, « [THE BLAUWE LOPER PROJECT: A CLIMATE-FRIENDLY BRIDGE BUILT WITH TIMBER FROM A CONFLICT ZONE?](#) », 14 mai 2018,
39. Le classement de la forêt d'Ebo, près de Douala, semble être destiné à compenser le déclassement de l'UFA 09-025 pour al Fatih. C'est la société SEXTRANSBOIS, d'al Fatih, qui explorait la forêt d'Ebo. (Alain Ndedi, « Main Basse sur la forêt d'Ebo, » 2020)
40. EcoMatin, « Réhabilitation : [«la Camerounaise du Métal' prend possession du site de l'ex-Cellucam»](#) 11 juillet 2021; MINMIDT, « [Avis d'appel à manifestation d'intérêt \[...\]](#) » 9 Octobre 2020,
- Le 12 mai 2020, SCIEB a signé un protocole d'accord avec le Ministère des mines et de l'industrie (Investir au Cameroun, « [Vers le démantèlement et la dépollution du site de l'ex-Cellucam, société d'État tombée en faillite en 1982](#), » 18 novembre 2020; Le Messager, « [La reprise d'activités de l'ex-Cellucam est une fierté nationale](#)», » 19 novembre 2020
41. Jeune Afrique, op. cit.
42. Découverte Régionale, « [TBC Un magnat en plein déploiement](#), »; Découverte Régionale, « Aboubakar Al FATIH », op. cit.
43. TBC, « [annonce légale](#) », in Mutations, 15 mars 2019, (p.2). Les activités de Camvert sont tout aussi opaques.
44. Land Portal, « [Adamaoua : pas moins de 655.000 hectares des terres convoités](#) », 21 Septembre 2020, Le partenaire brésilien de TBC est le semencier IBSS Agronomy. (<https://www.facebook.com/771293369657526/posts/3566366163483552/>, <http://en.ibssagronomy.com/>) [the seed producer IBSS Agronomy](#)
45. CRTV, op. cit.
46. Agroforêt, « [Je ne regrette pas d'avoir finalement changé d'avis sur le projet Camvert](#) », 28 juin 2021
47. Niète: Nyamabande V12, Nkongho V15. Campo : Mvini, Mabiogo, Afan-Essokye, Akak, Doum-Essamebanga, Nkoadjap, Nkoelon, Ebodje, Nazareth, Doum-Essamedjang, Malaba, Campo Beach.
48. Recherches sur le terrain menées par Greenpeace en janvier et septembre 2021. Ces faits sont aussi documentés par Le Monde, « [Dans le sud du Cameroun, la difficile cohabitation entre les hommes et les animaux sauvages](#), » 29 juillet 2021; Ndongbong and my forest, « [Cameroun : Campo : Les animaux fuyant les zones exploitées par Camvert affament les villageois : Témoignage de sa majesté Mbili Jean René, chef de 3è degré du village Nazareth](#) », 29 juillet 2021,
49. Camvert ne payait que 15 000 FCFA (= 23 €/ha pour défricher 1 hectare dans sa plantation tandis que, dans la zone, le montant pratique est de 25 000 FCFA (= 38 €/ha pour défricher la même superficie.
50. Visite de terrain de Greenpeace.
51. Agroforêt, op. cit.
52. Ibid.

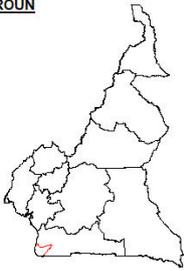
Annexes

Cartes participatives réalisées par GP, EIA et GDA à Campo et Niete



CARTE DES USAGES COMMUNAUTAIRE DU VILLAGE MABIOGO

CAMEROUN

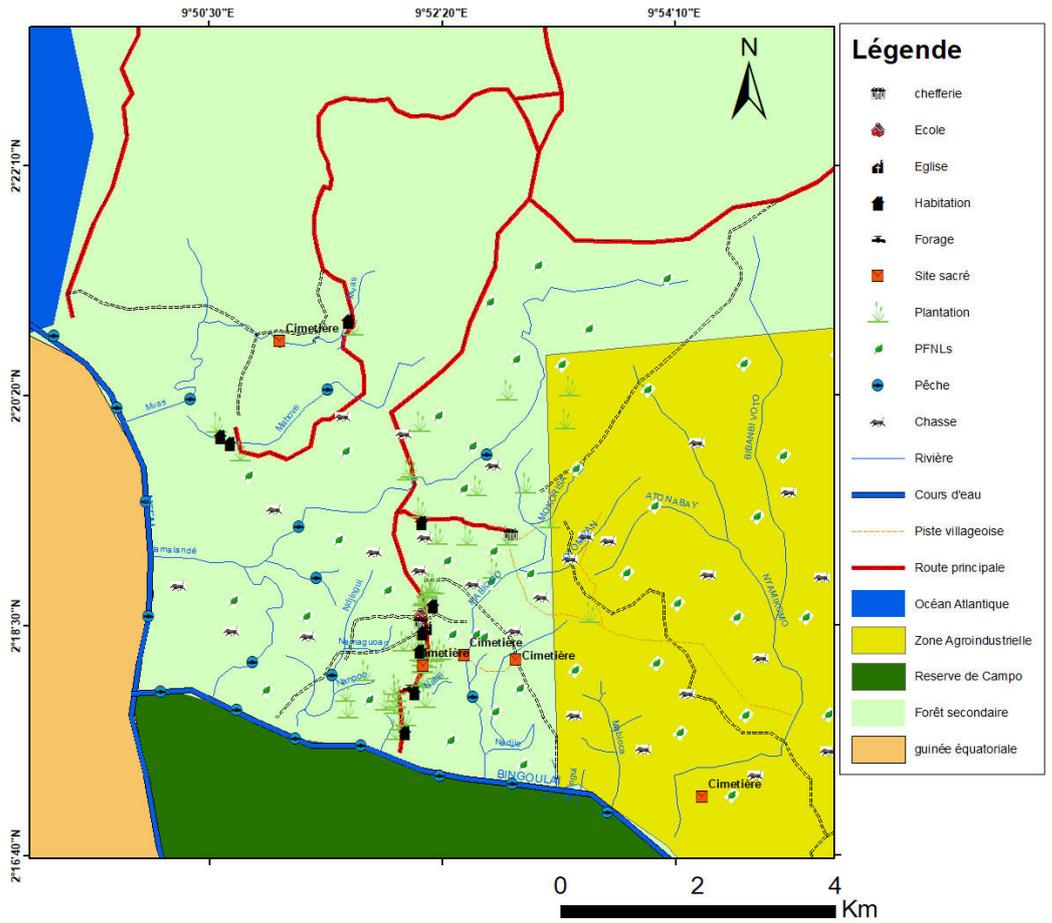


ARRONDISSEMENT DE CAMPO



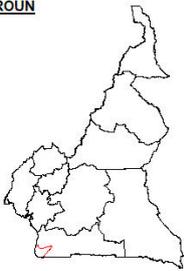
Green Development Advocates
For a Green Congo Basin

Projection: WGS84
UTM 32N
Août 2021



CARTE DES USAGES COMMUNAUTAIRE DU VILLAGE AKAK

CAMEROUN

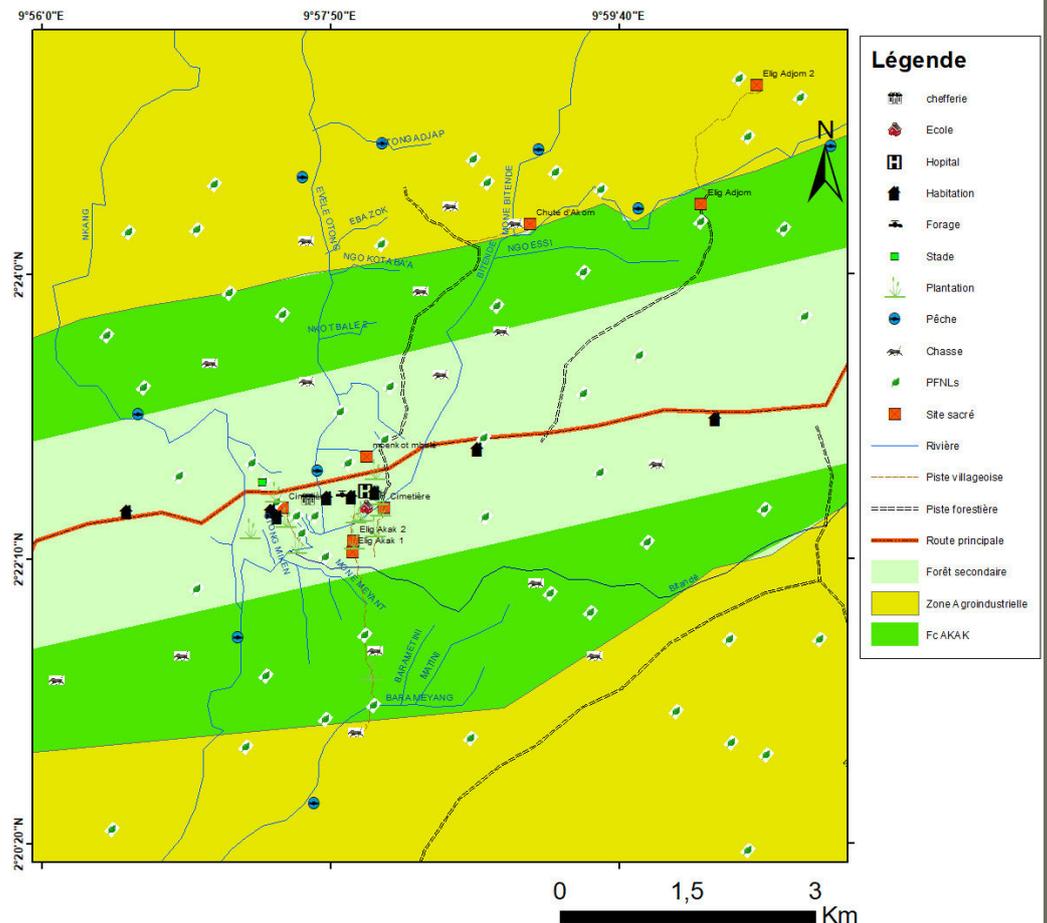


ARRONDISSEMENT DE CAMPO



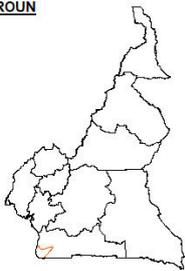
Green Development Advocates
For a Green Congo Basin

Projection: WGS84
UTM 32N
Août 2021

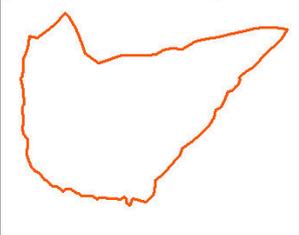


CARTES DES USAGES COMMUNAUTAIRES DU VILLAGE MALABA

CAMEROUN

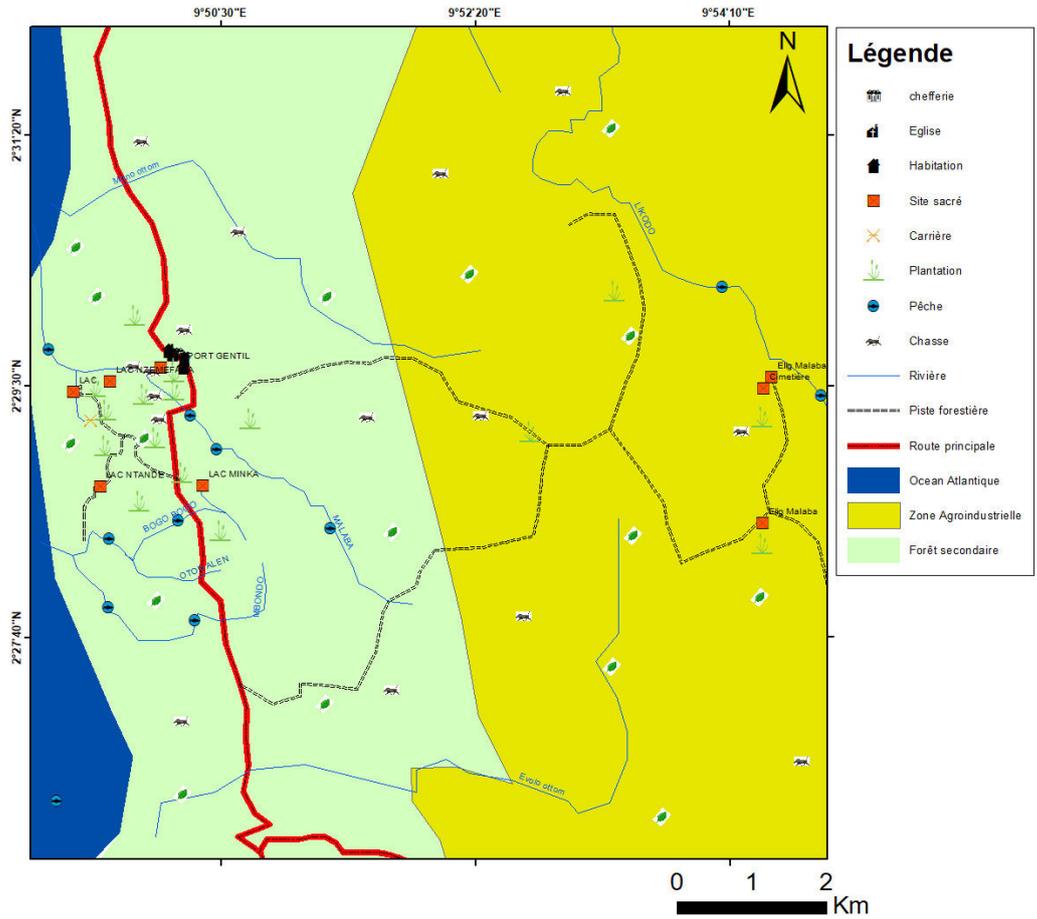


ARRONDISSEMENT DE CAMPO



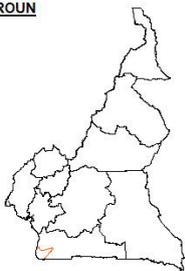
Green Development Advocates
For a Green Congo Basin

Projection: WGS84
UTM 32N
Août 2021

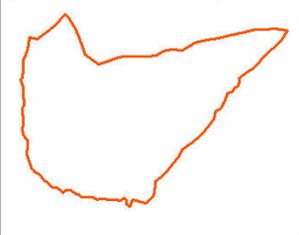


CARTES DES USAGES COMMUNAUTAIRES DU VILLAGE NAZARETH

CAMEROUN



ARRONDISSEMENT DE CAMPO



Green Development Advocates
For a Green Congo Basin

Projection: WGS84
UTM 32N

